

Messieurs,

J'ai fait du développement du secteur du spectacle vivant l'une des priorités de mon action. Il s'agit de favoriser l'accès au public le plus large et notamment, à ce titre, d'irriguer l'ensemble des territoires, d'encourager un haut niveau d'ambition artistique et culturelle et de garantir au secteur des perspectives de développement portées par le dynamisme du tissu artistique et professionnel.

Le soutien financier des pouvoirs publics, sous ses diverses formes, est un élément structurant et indispensable pour le secteur du spectacle vivant. Ce soutien ne s'est jamais démenti et je l'ai plus que jamais défendu ces dernières années.

L'économie du spectacle vivant repose en effet largement sur la subvention des pouvoirs publics, sur la billetterie et, dans une moindre mesure, sur des dispositifs de financement public indirect passant par des organismes et mécanismes collectifs de redistribution (Centre National des Variétés, Association de soutien du théâtre privé ...) ou par des dispositifs d'origine fiscale (allègements fiscaux, mécénat...). Le régime spécifique d'assurance chômage concourt également à la viabilité économique de ce secteur, par le biais de la solidarité interprofessionnelle. Les financements européens ont aussi pu contribuer à l'essor de certaines institutions et de certains projets.

Depuis quelques années, l'économie des projets et des structures est mieux prise en considération par les pouvoirs publics, tout comme les retombées positives de toutes natures, qu'elles soient sociales ou économiques, associées au développement des activités culturelles sur les territoires. L'intervention publique, en constante progression, a permis un maillage remarquable du territoire et un fort dynamisme artistique.

Pour autant, le secteur du spectacle vivant est constitué d'entités aux statuts divers confrontées à des coûts croissants pouvant réduire leurs marges artistiques ou peser à terme sur leur capacité de développement.

Les Entretiens de Valois que j'ai conclus en juillet 2009 ont mis l'accent sur les faiblesses des mécanismes de financement du spectacle vivant sur un plan structurel : une situation qui favoriserait la création aux dépens de la diffusion, des mécanismes de financement saturés, complexes, peu lisibles, parfois redondants, et surtout peu structurants. La réflexion n'a pu être menée à son terme en raison de la complexité et de la sensibilité de ces sujets.

Je souhaite vous confier une mission qui permettra de mener ce travail de réflexion et de proposition sur le financement du secteur, et d'ouvrir de nouvelles perspectives.

Vous réaliserez un état des lieux des mécanismes de financement actuels du spectacle vivant en mettant en évidence les points sur lesquels des évolutions vous semblent nécessaires. Complété d'analyses des besoins de financement de ce secteur dans les années à venir, compte tenu notamment des perspectives de stabilisation des ressources publiques et des objectifs politiques précisés plus haut, vous proposerez des scénarios d'évolution possibles.

Je souhaite particulièrement que vous expertisiez le développement de nouvelles ressources complétant les moyens que consacre l'Etat à ce secteur. Vous vous consacrerez prioritairement aux domaines du théâtre, des arts de la rue, du cirque et de la danse et vous coordonnerez vos travaux

sur la musique avec la mission pour la diversité musicale à l'ère numérique que j'ai lancée en avril dernier

Le dispositif proposé devra dans tous les cas reposer sur un esprit de coopération et de solidarité de l'ensemble de la chaîne de production et de diffusion, similaire à celui qui prévaut par exemple dans le secteur du cinéma. A cet égard, je suis très attaché à la structuration de filières économiquement fortes, assurant la circulation des artistes et des productions dans les différentes disciplines du spectacle vivant. Vous étudierez les modalités de perception et de répartition de ces nouvelles sources de financement qui devront assurer à l'Etat toute sa place dans la définition et la conduite des politiques publiques relevant de son initiative.

Plusieurs dispositifs d'aide à la création et à la diffusion déjà existants pourront utilement appuyer cette réflexion, tel celui, hors du domaine du spectacle vivant, du Centre national du Cinéma et de l'image animée (CNC), ou encore dans le domaine du spectacle vivant, de l'Office national de Diffusion artistique (ONDA), du Centre national des Variétés et du Jazz (CNV) ou de l'Association de soutien au Théâtre privé (ASTP) ainsi que leur articulation avec d'autres financements provenant d'autres ministères. Cette expertise pourrait être utilement éclairée par l'examen des procédures de soutien mises en œuvre par les sociétés de perception et de répartition de droits d'auteur et de droits voisins (SPRD) à partir de leurs propres ressources .

Je souhaite que vous me remettiez vos analyses et vos propositions début décembre. Vous me remettrez à la mi-novembre une note d'étape faisant état de vos premières réflexions.

Ce rapport sera établi notamment sur la base d'entretiens que vous aurez conduits avec les différents acteurs intervenant dans tous les secteurs du spectacle vivant, notamment les professionnels de ce secteur et les partenaires sociaux. Vous serez également amené à rencontrer des élus locaux et nationaux, des représentants des collectivités locales et de leurs associations

Vous pourrez vous appuyer sur mon cabinet sur les services du ministère de la culture, en particulier la DGCA qui assurera les soutiens logistiques nécessaires à cette mission, et également la DGMIC et les DRAC en tant que de besoin. Vous pourrez également consulter les services compétents du ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Frédéric MITTERRAND